

ÉPARGNE Adodoé.
ÉPARGNEZ PETIT ET GAGNEZ GROS.

Jusqu'au 15 décembre 2024
bénéficiez de taux exceptionnels sur
vos épargnes CORIS depuis la Diaspora

La Banque Adbrement
www.adobank.com

CORIS BANK

www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0629 du 29 Octobre au 04 Novembre 2024- Prix : 250 F CFA

SOCIETE-INSALUBRITE-GRAND LOME :



PROGRAMME D'URGENCE POUR LA REGION DES SAVANES (PURS) : KITS ALIMENTAIRES, EAU POTABLE, ÉLECTRICITÉ ET PISTES RURALES POUR LES P.2 POPULATIONS

LES MAIRIES À LA BARRE ! P.3

TOUS À L'ÉCOLE
Le prêt pour payer l'école de vos enfants

5 mois de salaire*
Réponse en **24H****
Remboursable sur **11** mensualités

BANK OF AFRICA
EMCS GROUP
www.boaaf.com

EDITO**Sur le même pied d'égalité**

Humains, nous vivons *et définissons une société. Cette société qui nous a vus naître et qui assurément nous verra partir un jour.*

Humains que nous sommes, malheureusement nous aimons vivre avec les complications et pourrir la vie à nos prochains, gratuitement, très souvent. Est-ce l'humanité qui nous demande d'agir et de réagir ainsi ? Nous ne le pensons pas. Méchants, aigris, sournois, égoïstes, rancuniers que nous sommes, nous laissons de côté toute courtoisie et respect pour exploiter notre prochain, même le ridiculiser aux yeux du monde. Et tristement, nous en sommes fiers.

N'occultons pas que personne n'aime se sentir exploité. Et pour ce faire, nous devons traiter autrui comme nous souhaiterions que l'on nous traite, et surtout n'essayons pas systématiquement de tirer profit de nos relations. Une relation bien construite sert toujours à long terme, car nous ne savons pas sur qui ou sur quoi nous tomberons à l'avenir. Alors autant être respectueux et honnête. Et comme le dit Donald Tubesnig : " Traitez chacun avec autant de courtoisie, de respect et d'intérêt que si c'était un invité important ".

J'ai dit !

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Publication :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos : KEKERE Razak

Impression : Saint Louis

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution : Dodo Abalo (90 97 52 56)

PROGRAMME D'URGENCE POUR LA REGION DES SAVANES (PURS) : KITS ALIMENTAIRES, EAU POTABLE, ÉLECTRICITÉ ET PISTES RURALES POUR LES POPULATIONS

L'assistance aux personnes vulnérables est au cœur de la gouvernance au Togo. Les populations de la région des Savanes, au nord du pays, victimes des conséquences de la crise sécuritaire, peuvent en témoigner. En août dernier, elles ont bénéficié d'une nouvelle opération d'assistance, ceci en marge du très salvateur Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS).

Le PURS a été créé pour renforcer la résilience des populations du nord du Togo qui subissent les conséquences de la crise sécuritaire. Cette nouvelle phase d'assistance a ciblé les réfugiés, les déplacés internes, les populations vulnérables des communautés d'accueil, ainsi que les demandeurs d'asile. Une attention particulière a également été accordée aux femmes enceintes, allaitantes et aux enfants de moins de deux ans.

Des kits alimentaires distribués à environ 63 000 personnes

L'opération, organisée par le ministère de l'Action sociale et soutenue par le Programme alimentaire mondial (PAM), a touché environ 63 000 personnes



Remise symbolique de kits aux bénéficiaires

issues de 170 localités réparties dans les sept préfectures de la région, soit plus de 12 000 ménages. Ces kits alimentaires viennent soulager tant soit peu ces personnes vulnérables de la région.

La dernière opération d'assistance alimentaire, exécutée en mars 2024, a bénéficié à plus de 63 000 personnes, soit 12 688 ménages. Au total, 959 tonnes de vivres, d'une valeur de 664 millions de francs CFA ont été mobilisées.

Autres actions du PURS

Les actions du PURS ne se limitent pas seulement aux distributions de kits alimentaires. Le programme mène également des actions à fort impact dans des domaines tels que l'eau potable,

l'électricité, les pistes rurales, etc. Par exemple, sur le plan de l'électricité, le gouvernement a procédé en juillet 2023 au lancement des travaux d'électrification de 18 localités de la région. Sur le plan de l'eau, plusieurs forages ont été construits.

Par ailleurs, le programme, en partenariat avec le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej), a fait un don de matériels agricoles à 384 jeunes vulnérables. En outre, des subventions pour l'acquisition d'équipements ont été accordées à 542 opérateurs agricoles.

Les impacts du programme sont déjà visibles dans la région

Grâce au programme, l'accès à l'eau a été amélioré dans la région. Près de 80 000 nouvelles

personnes ont été touchées, ce qui a fait progresser le taux de desserte en milieu rural de 64 % en 2021 à 73,5 % en 2022. Sur le plan de l'énergie, 15 000 ménages supplémentaires ont été raccordés à l'électricité, faisant passer le taux de couverture de 22 % en 2021 à 27 % en 2022.

Dans le secteur agricole, plus de 1 000 hectares de bas-fonds ont été aménagés. De même, plus de 21 000 tonnes d'engrais vivriers ont été distribuées aux producteurs. Des kits d'irrigation leur ont également été offerts.

Des actions ont également été menées pour renforcer la connectivité des localités. Avec les pistes rurales aménagées, le désenclavement de la région a été amélioré, facilitant ainsi l'écoulement des produits agricoles. Le réseau des pistes rurales a été amélioré de 15 à 20 %.

Eu égard à ces différents chiffres, on peut affirmer sans langue de bois que le PURS, lancé en 2022, a renforcé la résilience des populations des Savanes. Lors de la première année d'exécution du programme, 50 milliards de francs CFA ont été dépensés. L'État togolais entend mobiliser un montant global de 200 milliards de francs CFA.



-30%

sur le dédouanement des véhicules d'occasion jusqu'au 20 décembre 2024

Mesure de dépréciation de 30% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge

Office Togolais des Recettes - OTR

8201 +228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

FÉDÉRER POUR SAÏRE www.otr.tg

SOCIETE-INSALUBRITE-GRAND LOME :

LES MAIRIES À LA BARRE !

«Lomé, la belle.... Lomé, la coquette». Cette appellation autrefois collée à la capitale du Togo semble, aujourd'hui, céder la place à "Lomé l'insalubre". Presque ou totalement. Cela dépend des mairies du Grand Lomé et de la vision surtout de leurs premiers responsables.

Par Crédo TETTEH

La décentralisation est une bonne chose. Le Chef de l'Etat et son gouvernement ont bien fait de compartimenter le Grand Lomé en Communes, gérées par les populations elles-mêmes, à travers leurs Conseillers communaux qui, ensuite, entre eux, élisent les premiers dirigeants des Communes. Elle permet aux communes de gérer leurs affaires, sans trop d'implications du pouvoir central, parfois débordé par d'autres tâches et sollicitations.

Le Grand Lomé, 13 Communes sur 425,6 Km²

Le Grand Lomé, avec une superficie de 425,6Km², comprend 13 communes, notamment Baguida, Togblékopé, Légbassito, Sanguera, Vakpossito, Aflao-Sagbado, Aflao - Gakli, Amoutiévé, Bè Ouest, Bè centre, Bè-Est, Agoè-Nyivé et Adétikopé.

La population du Grand Lomé est estimée à 2 188 376 habitants en 2022, soit environ 25% de la population nationale, alors qu'elle était de 1 571 508 habitants en 2010 (RGPH, 2010).

Ses limites territoriales sont : l'Océan atlantique au Sud, la frontière d'Aflao-Ghana et la préfecture de l'Avé à l'Ouest, au Nord la préfecture de Zio et à l'Est la préfecture des Lacs. Le territoire est fortement marqué par le système lagunaire. Le tissu urbain est inégalement reparti, avec des densités comprises entre 1307 habitants/Km² et 357 habitants/Km².



Un dépotoir sauvage ...

Le souci de salubrité dans le Grand Lomé

S'il est à noter les bonnes intentions des responsables du Grand Lomé à définir une propreté exemplaire sur leur territoire, il est un constat aujourd'hui que, malgré une prise de conscience des Communes, le problème de salubrité se pose avec acuité.

Il ne fait pas toujours bon vivre en parcourant la plupart des Communes du Grand Lomé. Des immondices de dépotoirs sauvages, des égouts bouchés et délaissés, des égouts manquant de couvercles, exposant les populations à des accidents de toutes sortes, des besoins primaires satisfaits et jetés sur les voies publiques en toutes insouciances par les riverains et en toutes impunités, tel est le schéma sombre et nauséabond d'un manque réel de politique de salubrité dans le Grand Lomé.

Les dégâts des dernières pluies qui révèlent les limites de nos Communes

Avec les dernières pluies abattues sur le Grand Lomé, les popu-

lations ont conjugué avec un goût très amer le verbe " souffrir " à tous les temps. Les dégâts des dernières pluies ont révélé les limites de nos Mairies à gérer les soucis de salubrité dans leurs Communes respectives.

étaient visibles sur les voies publiques telles des étagères décorées et exposées comme lors d'une foire internationale à Lomé.

L'inefficacité d'un système de gestion des déchets existant



Un dépotoir sauvage dans Golfe 7

Pour preuve, avec les récentes pluies, les voies furent jonchées de déchets, rendant impraticables certaines rues. Des sachets et autres déchets nuisibles à la santé

Il faut avoir l'humilité de reconnaître que tout n'est pas noir dans le Grand Lomé. Des efforts sont constamment faits par les responsables du Grand Lomé. Nonobstant les cris de désarroi des fois des populations. C'est également vrai qu'il est fait cas dans le Grand Lomé d'un système de gestion des déchets à la pointe dans la sous-région.

Diverses initiatives privées et publiques (Projet Environnement Urbain de Lomé -PEUL III, Plan de projet Africompost Togo Centre d'Enfouissement Technique- CET, l'Agence Nationale d'Assainissement pour la Salubrité Publique -ANASAP, etc...) sont déjà dans la ville, pour tacler les défis environnementaux (assainissement, salubrité publique, gestion des déchets).

L'ancienne commune de Lomé dispose d'un capital d'expériences

important dans la gestion des déchets solides ménagers. Aujourd'hui, le Grand Lomé dispose d'un Centre d'enfouissement technique (CET), situé à la périphérie Ouest, d'un Plan de gestion des déchets solides et d'un schéma directeur de l'assainissement liquide.

Des égouts à ciel ouvert à Gbossimé, à Tokoin Séminaire, à Abové...

Il n'est pas aisé actuellement de circuler dans la zone Gbossimé où il y existe des égouts de diverses fortunes. Idem au niveau de la poste de Tokoin Séminaire, du côté de la morgue de Lomé, plus précisément. A Abové, il y a carrement une décharge d'ordures qui souffre d'une bonne gestion. Conséquence, une insalubrité criarde qui, naturellement, doit impacter négativement la vie des riverains, entraînant des maladies, des épidémies etc.

Outre les quartiers cités dans le

Golfe 4, il n'est pas du tout rose la situation dans les 13 autres Communes du Grand Lomé.

De la responsabilité des Maires et Conseils municipaux

La mission d'une Commune est avant tout d'être au service des populations et de tout mettre en œuvre pour le bien-être et la bonne santé des populations, sans oublier de rapprocher l'administration de ces dernières.

Si les collectes des taxes permettent à nos communes de bien fonctionner, il est aussi du devoir des responsables desdites communes de tout mettre en œuvre pour satisfaire les besoins primaires de leurs populations, et surtout de penser au mieux à leur santé, en privilégiant la salubrité dans leurs Communes respectives.

A suivre....



Un autre dépotoir sauvage dans Golfe 7

ZOZO

SANTÉ COMMUNAUTAIRE : LA DIRECTRICE DE L'ONG "SANTÉ INTÉGRÉE", JENNIFER SCHECHTER, REÇUE PAR LE CHEF DE L'ÉTAT, FAURE GNASSINGBÉ



Le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, a reçu en audience, le vendredi 25 octobre dernier, la Directrice générale de l'ONG "Santé Intégrée" (Integrate Health), Jennifer Schechter. L'amélioration du système sanitaire national, surtout au niveau communautaire, le partenariat entre le Togo et l'organisation, ... étaient les sujets au menu des discussions entre les deux personnalités.

Le vendredi 25 octobre dernier, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a échangé avec la Directrice générale de l'ONG "Santé Intégrée" (Integrate Health), Jennifer Schechter. Les deux personnalités ont échangé sur la l'amélioration du système sanitaire national, en particulier au niveau communautaire, mais aussi le partenariat entre le Togo et l'organisation.

Cette Ong, il faut le souligner, œuvre aux côtés des pays de la sous-région ouest africaine, dans une approche intégrée, pour renforcer les prestations de soins de santé primaires dans les communautés à la base, dans la perspective de la couverture maladie universelle.

Jennifer Schechter a saisi l'occasion pour présenter au numéro 1 togolais le point des activités et les réalisations de l'Ong depuis sa création en 2004 et ses perspectives.

" Nous avons échangé sur les stratégies pour renforcer les agents de santé communautaires pour avoir un système qui réponde aux besoins de la population ", a-t-elle indiqué à l'issue de l'audience.

Notons qu'au Togo, le secteur de la santé communautaire fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'exécutif. Il y a deux ans déjà, le gouvernement avait décidé d'optimiser les agents venant en appui aux professionnels de santé, dans l'optique de renforcer leur maillage au plan national.

@macite.tg

COMMONWEALTH : LE TOGO A PRÉSENTÉ SES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT À APIA



Représenté à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth organisé à Apia (Îles Samoa), le Togo a pris part le jeudi 24 octobre à un business forum. L'événement, partie intégrante du sommet, a rassemblé comme de coutume chaque deux ans, les plus grands dirigeants d'entreprises du Commonwealth aux côtés des leaders politiques, pour discuter des opportunités de commerce et d'investissement.

A la tribune du business forum, la ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Rose Kanyi Mivedor a partagé la vision du Togo pour une croissance inclusive, et présenté les opportunités d'affaires dans le pays. L'officielle a notamment détaillé les principales initiatives de développement, dans divers secteurs.

"Pour nous, être membre de cette grande famille, c'est de pouvoir profiter et partager des expériences réussies et voir ce que nous pouvons tirer du Commonwealth. Par rapport au positionnement du Togo, nous avons aussi beaucoup à apporter", a déclaré la ministre.

En début de semaine, le Premier ministre, Victoire Dogbé avait échangé avec les représentants du Conseil d'entreprise et d'investissement du Commonwealth, afin d'exposer les atouts du pays et d'explorer des pistes de partenariat. Les discussions devaient s'amplifier d'ici la fin de l'année, avec l'organisation annoncée d'une table ronde des investisseurs sur le Togo.

Source : @Republique togolaise.com

FMI/FEC : Accord au niveau des services avec le Togo

Une équipe des services du Fonds Monétaire International (FMI), dirigée par Hans Weisfeld, et composée de John-Paul Fanning, Maximilien Kaffo, Sassire Napo, Grace Li et Etienne Vaccaro-Grange, a effectué une mission à Lomé du 7 au 18 octobre, à l'occasion de la première revue de la mise en œuvre du programme économique des autorités, appuyé par l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC).



Une vue des deux délégations lors des échanges

Après les déclarations sommaires faites à Lomé, le compte rendu officiel de la mission vient d'être publié. " La mission a eu des entretiens constructifs et productifs avec les autorités togolaises et les a félicitées pour les progrès soutenus qu'elles ont accomplis dans la mise en œuvre de réformes et la mise en œuvre de politiques économiques avisées ". On apprend qu'un accord au niveau des services a été conclu sur toutes les politiques, y compris les principaux paramètres du cadre budgétaire 2025 et les mesures de réforme futures, conformément aux objectifs du programme.

Selon le FMI, la croissance économique réelle a atteint un taux de 5,6 % en 2023 et devrait s'élever à 5,3 % en 2024-25, puis environ 5,5 % par an par la suite, selon les projections des services du FMI, à moins de chocs négatifs majeurs.

L'inflation a continué à ralentir, à 3,6 % en septembre 2024 (moyenne annuelle).

Le FMI a indiqué que le programme de politique économique des autorités, appuyé par le FMI, est en bonne voie : tous les objectifs quantitatifs et deux repères structurels sur trois à fin juin ont été atteints, et les perspectives de mise en œuvre sont bonnes, concernant le repère structurel qui n'avait pas été atteint avant la fin de l'année.

Entre autres choses, les recettes fiscales augmentent grâce à des mesures de politique fiscale et à des mesures visant à améliorer l'administration des recettes, tandis que le déficit budgétaire diminue grâce à une bonne maîtrise des dépenses. Les autorités ont également atteint l'objectif de fin juin en matière de dépenses sociales et de lutte contre

la pauvreté.

Par ailleurs, les autorités ont achevé avec succès la préparation d'une analyse miroir, comparant les données douanières et les données commerciales, ce qui contribuera à accroître les recettes à l'avenir. Elles ont également progressé dans la mise en place d'un système d'identification biométrique pour tous les citoyens et d'un Registre Social et des Personnes et des Ménages. Ces outils permettront de mieux cibler les moyens d'aider les plus vulnérables et donc plus efficaces et moins onéreux.

Au cours de la mission, les services du FMI ont réaffirmé qu'il importait de continuer à faire preuve de discipline budgétaire pour préserver la viabilité de la dette publique, de poursuivre les réformes visant à renforcer l'inclusion, à

améliorer le climat des affaires et à limiter les risques.

" Entre autres choses, les autorités ont accepté d'importantes réformes de gouvernance, notamment dans le domaine des marchés publics ", fait savoir le FMI qui déclare que la mission se réjouit de poursuivre ce dialogue fructueux avec les autorités togolaises, au cours de la période à venir, dans le cadre de la deuxième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit du FMI au premier semestre de 2025. "

En rappel, le FMI a approuvé l'accord au titre de la FEC en mars 2024, pour aider les autorités à faire face aux conséquences des chocs observés depuis 2020, notamment la pandémie de COVID-19 et la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants. Les autorités togolaises ont été en mesure d'atténuer l'impact de ces chocs sur l'économie et la population togolaises. Cela s'est cependant accompagné d'une augmentation des déficits budgétaires et de la dette. Le programme des autorités, appuyé par le FMI vise i) à rendre la croissance plus inclusive, tout en renforçant la viabilité de la dette, et ii) à mener des réformes structurelles pour soutenir la croissance et limiter les risques budgétaires et financiers pour le secteur financier.

SENSIBILISATION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU TOGO :

La HAPLUCIA s'associe le travail des journalistes à travers un concours

La Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA) intéresse les journalistes à la lutte contre la corruption au Togo. Ce sera à travers un concours de rédaction d'articles sur le sujet de la corruption. Il s'agira pour les hommes de médias de traiter du thème de "l'impact de la corruption sur le développement".



La table d'honneur

mière édition, le Président de la HAPLUCIA, Kimélabalo ABA, a relevé que la corruption freine la croissance économique, nuit à l'état des droits et entraîne un gaspillage de compétences et de ressources. Lorsque la corruption est systématique, les investisseurs sont frileux en raison de l'augmentation du coût de l'activité économique induite par la corruption. Elle fait également obstacle à la création et au développement des petites et moyennes entreprises, capables de produire de la richesse. Pour les pays, elle prive des millions de personnes, à travers le monde, de la prospérité, de leurs droits, des services et des emplois.

Il a indiqué que la Convention des Nations Unies contre la corruption reconnaît le journalisme d'investigation comme une mesure

préventive et efficace qui participe d'une approche globale de lutte contre la corruption. " Les professionnels des médias constituent donc l'un des piliers indispensables de ce combat ", a déclaré Kimélabalo ABA.

Pour lui, dans le cadre de sa mission de prévention, la HAPLUCIA se doit de mobiliser les médias pour l'accompagner dans ses actions de sensibilisation et d'informations, des formations d'éducation des populations. " Ce concours que nous lançons aujourd'hui vise à couronner l'excellence du journalisme dans tous les formats et constitue un baromètre de la situation de cette profession dans notre pays. Il vise donc à encourager un meilleur travail des journalistes au Togo et à promouvoir le journalisme dans le respect de l'éthique et

de la déontologie de ce métier ", a-t-il ajouté.

Au ministère de la communication et des médias, on se réjouit de l'initiative, en reconnaissant que le rôle des médias dans cette lutte contre la corruption ne peut être sous-estimé. " L'objectif général de cette initiative est clair : impliquer davantage les médias dans la lutte contre la corruption en les encourageant à utiliser leurs compétences et leur influence pour sensibiliser la population ", a fait savoir Franck Missité, le directeur de cabinet de la ministre en charge de la communication et des médias. Quant à la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), elle est convaincue que les productions des journalistes contribueront significativement à la réalisation de la mission de la HAPLUCIA, qui est de prévenir et de combattre la corruption et ses dérivées sous toutes ses formes.

Le concours est ouvert à tous les journalistes de tous les médias (Télévision, Web Télé, Radio, web radio, presse écrite et presse en ligne) qui doivent faire paraître leurs productions au cours de cette année 2024 jusqu'à la fin du mois de Novembre. A la clé, les meilleures productions primées à 1 million de francs CFA.

SOCIÉTÉ : WILPF pour une politique d'abondance en eau

La Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté en abrégé (WILPF) en anglais, a lancé un projet d'appui au renforcement de la cohésion sociale et de promotion de la paix au Togo, à travers l'accès équitable des ressources en eau dans les communautés.

Cette cérémonie de lancement qui a réuni des acteurs de la société civile et des corps habillés, gardiens de la paix, s'est déroulée le samedi 26 octobre 2024 à Lomé. Le projet vise à contribuer à l'identification des conflits liés aux pénuries des ressources en eaux dans les communautés, les impacts sur la femme et le rôle que ces derniers peuvent jouer dans la préservation de la paix dans les communautés. Il s'agira aussi de renforcer les capacités de résilience des femmes dans la préservation, l'accessibilité et la gestion rationnelle des ressources en eau.

Entièrement financé par WILPF



Photo de famille

Internationale, ce projet sera mis en œuvre par WILPF Togo, appuyée par l'ONG -JVE et le Réseau des OSC pour le Climat et le Changement Climatique (ROSC-CET).

Pour Mme Mery Yaou, la directrice de l'environnement, le projet de renforcement de la cohésion sociale et la promotion de l'équité genre, et l'accès des femmes aux ressources en eaux, lancé par la ligue Internationale des femmes

pour la paix et la liberté, bureau du Togo, est un projet très important et a un lien avec les activités du ministère de l'environnement et des ressources forestières, à ce titre qu'actuellement nous vivons les impacts du changement climatique et des changements climatiques ont des effets négatifs sur l'accès et la disponibilité des ressources en eaux.

" Lorsque les pluies deviennent de plus en plus rares et la sécher-

se s'intensifie, la disponibilité des ressources en eaux diminue, et donc il y a des conflits qui se développent autour de la gestion de ces ressources au niveau des divers acteurs et aux niveaux des multiples usagers ", a-t-elle laissé entendre.

La stratégie à mettre en œuvre pour mener à bien ce projet sera d'organiser des ateliers d'échanges avec les acteurs communautaires dans le domaine de l'eau à Atakpamé et à Kara. " Je peux vous dire que WILPF, par ce projet, amoindrit les difficultés et les conflits qui naissent autour des points d'eau. Vous savez qu'il y a un manque d'eau, et avec le dérèglement climatique et avec tout ce qui se passe dans le monde comme sécheresse, le niveau de l'eau a considérablement baissé. C'est à ce titre que WILPF a étudié les contours de la chose et a décidé d'apporter un plus à sa partition pour une amélioration de la vie de

la femme qui souffre souvent, à cause de la pénurie d'eau. La collecte d'eau dans nos milieux revient à la femme et à la fille qui sont obligées de faire des réserves d'eau... ", a déclaré Bassiratu Djobo, la présidente de WILPF Togo

Par ce projet, le quotidien de la femme dans la collecte de l'eau sera amélioré ; les difficultés liées à cette recherche de l'eau potable seront diminuées, amoindries, voire disparues. " D'ici là, nous irons à Atakpamé pour la première action, car l'organisation mère nous a demandé de quitter Lomé, puis nous irons à Kara, là c'est un pays de montagne mais les difficultés pour avoir de l'eau sont récurrentes " a-t-elle ajoutée. La présidente de WILPF Togo exhorte les femmes, conformément à la vision du chef de l'Etat Faure E Gnassingbé, à planter plus d'arbres pour lutter contre la désertification.

Dodo ABALO

SANTÉ/SOCIÉTÉ :

Lutte contre les stigmatisations des personnes atteintes de l'albinisme

On les appelle par plusieurs surnoms péjoratifs : Agbélitimé Yovo, Wéwéliwé ou encore Guinléssossi. Ce sont les albinos, un terme tout aussi péjoratif. En réalité ce sont des personnes atteintes de l'albinisme.

Les personnes atteintes de l'albinisme sont des personnes auxquelles on colle trop de préjugés. C'est pour cela que la Fondation Pierre Fabre a organisé une journée de sensibilisation à l'endroit des responsables d'Établissement Primaire et Public (EPP) de la Direction Régionale de l'Éducation (DRE) Grand Lomé et la distribution du magazine " planète j'aime lire " le 23 octobre dernier à Lomé.

Pour le représentant du directeur DRE Grand Lomé, " face à ces cas de discriminations et de harcèlement, dans les communautés et parfois dans les établissements scolaires, certains pays ont expressément prévu dans leur législation sur le handicap et des dispositions visant à inclure les élèves atteints d'albinisme dans les écoles ordinaires " a laissé entendre M. PLACKTOR Komlan David, Chef division Enseignement et vie scolaire à la DRE Grand Lomé. L'albinisme est une maladie génétique qui touche les mammifères, dont les humains ; elle affecte la pigmentation et se caractérise par un déficit de production de la mélanine. Elle peut prendre plusieurs formes en fonction des gènes responsables. Certaines formes ne touchent que les yeux, et d'autres touchent les yeux et la



Mme Sika Moevi

peau.

Au Togo, sur le plan socioéconomique, les personnes atteintes d'albinismes (PAA) représentent une population vulnérable majoritairement constituée de jeunes et en majorité de femmes. Cette vulnérabilité est marquée par une situation sanitaire alarmante dans la mesure où plus de 62% de PAA reçoivent en consultation dermatolo-

gique présentent des dermatoses allant jusqu'aux tumeurs cancéreuses. Une étude réalisée au Togo entre 2019 et 2021 a permis de constater que sur 517 PAA enrôlées, 64, soit 12,3% de ces PAA, avaient présenté 137 cas de cancer de la peau.

" Le handicap visuel lié à l'albinisme, la stigmatisation et le faible accompagnement des parents des



Photo de famille

personnes atteintes de l'albinisme pour diverses raisons sont les premiers cause d'abandon précoce des études par cette cible de la population infantile et juvénile " a dit Giscar Koffi Samboe, le coordinateur pays de la Fondation Pierre Fabre

Au cours de la sensibilisation des responsables d'établissement, 3 communications ont meublé

cette journée de sensibilisation. La première communication dirigée par Dr Zankpé (SOTODERM) est portée sur la présentation de l'albinisme : signe, cause et conséquences sur la qualité de vie des PAA. La deuxième communication portait sur le vécu quotidien des PAA dans la communauté, et particulièrement en milieu scolaire. Une communication émouvante animée par Mme Sika de ANAT, une PAA de son état.

A noter que les contenus du magazine Planète j'aime lire " sur l'albinisme ont été présentés par Mme Jeannette Amouzou de FPF. La distribution de la magazine planète aux 301 écoles participantes et le déjeuner ont mis fin à cette journée de sensibilisation sur l'albinisme.

Dodo ABALO

PORT AUTONOME DE LOMÉ :

7 millions de tonnes de marchandises traitées au 1er trimestre 2024

En 2024, le port autonome de Lomé (PAL) a renforcé sa position, en se classant parmi les 5 plus grands ports à conteneurs d'Afrique. Avec un volume de 1,91 million de conteneurs équivalents vingt pieds (EVP), il se place désormais à la 5e position. Seuls les ports de Damiette (Égypte), Durban (Afrique du Sud), Port-Saïd (Égypte) et Tanger Med (Maroc) le dépassent.

Cette ascension dans le classement intervient alors que le port a enregistré une augmentation d'un pour cent de son trafic total au



premier trimestre 2024, par rapport à l'année précédente, atteignant 7 millions de tonnes. De

plus, le volume des marchandises embarquées et débarquées a progressé de 7 %, malgré une légère

baisse de 2,6 % des transbordements. Ces chiffres soulignent les performances constantes du port.

Effets des réformes

Les réformes entreprises sur la plateforme portuaire, notamment en matière de modernisation et de simplification des procédures douanières, sous-tendent cette dynamique positive. Ces efforts consolident la position du port de Lomé en tant que hub logistique de premier plan en Afrique de l'Ouest.

Suite à la page 6

PORT AUTONOME DE LOMÉ :**7 millions de tonnes de marchandises traitées au 1er trimestre 2024***Suite de la page 5*

Depuis 4 ans, il figure également parmi les 100 meilleurs ports à conteneurs du monde, selon le classement de la revue maritime britannique Lloyd's List. En 2024, il a gagné une place pour se hisser à la 93e position, après avoir manutentionné 1,9 million d'EVP en 2023, soit une hausse de 5 % par rapport à l'année précédente avec ses 1,8 million d'EVP.

La plateforme de Lomé se distingue comme le seul port d'Afrique subsaharienne à figurer

dans le top 100 mondial, témoignant de son importance croissante dans la région.

Beaucoup de marchandises passent par le PAL

En 2023, le port a manutentionné un peu plus de 30 millions de tonnes de marchandises, une légère hausse par rapport aux 29,7 millions de tonnes enregistrées en 2022, selon les affirmations du ministère de l'Économie maritime.

Les importations de marchandises ont connu une augmentation

notable de 10,45 %, atteignant 8,91 millions de tonnes. Les exportations, quant à elles, ont bondi de 37,72 %, avec un volume total de 2,28 millions de tonnes. Cependant, le transbordement a enregistré une baisse de 6 %, s'établissant à 18,89 millions de tonnes contre 20,07 millions l'année précédente. Cette tendance à la baisse s'est également manifestée au niveau de la desserte maritime, avec une diminution de 6,50 % du nombre de navires accueillis en 2023, passant de 1 662 en 2022 à 1

554.

LCT, un des puissants wagons du train

L'un des projets phares contribuant à cette expansion est la mise en service de la deuxième phase de Lomé Container Terminal (LCT) en mars 2023. Cette extension, évaluée à 400 millions d'euros (soit 260 milliards de francs CFA), vise à augmenter la capacité annuelle de traitement des marchandises, permettant de gérer jusqu'à 3 millions de conteneurs à terme. Cette infrastructure est

essentielle pour répondre à la croissance continue du trafic et garantir une meilleure qualité de services, tout en améliorant la fluidité des opérations portuaires.

Le port autonome de Lomé, seul port naturel en eau profonde de la sous-région, joue un rôle stratégique pour le transbordement des marchandises. Il est un point de relais incontournable pour les pays de l'hinterland ainsi que pour de nombreux autres pays africains, notamment ceux situés le long du Golfe de *Guinée*.

**COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES**

N° 030/2024/OTR/CG/CCI/DOFG/Bureau TVM/TPU-TR

PERCEPTION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE (TPU) DES TRANSPORTEURS ROUTIERS

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique (**TPU**) des Transporteurs Routiers communément appelée « **trimestre** » que la perception de ladite taxe au titre du troisième trimestre 2024 se poursuit conformément aux dispositions de **l'article 57 du Livre des Procédures Fiscales**.

Les contrôles du paiement de ladite taxe débutent pour compter du **1^{er} novembre 2024** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

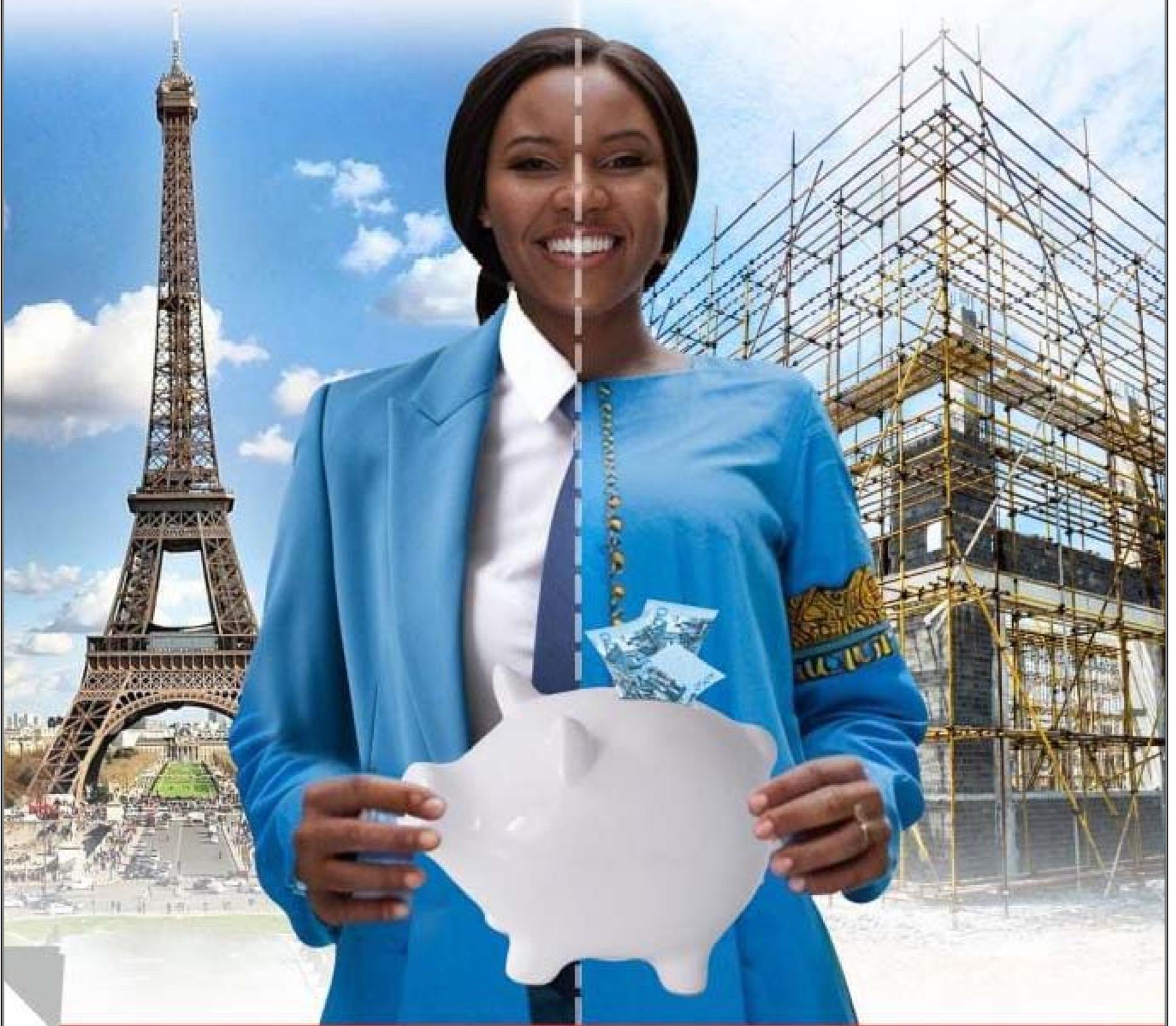
Fait à Lomé, le 15 octobre 2024

Le Commissaire Général p. i.*Philippe Kokou B. TCHODIE*

ÉPARGNE Adodoé,

ÉPARGNEZ PETIT
ET GAGNEZ GROS.

Jusqu'au 15 décembre 2024
bénéficiez de taux exceptionnels sur
vos épargnes CORIS depuis la Diaspora



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants

Jusqu'à

5 mois de salaire*

Réponse en **24H****

Remboursable sur **11** mois maximum

* Offre soumise à conditions

** Pour les demandes mardi, 24h pour le envoi de vos dossiers



Subscription possible sur



MABA

ou **BOAweb**

en | www.bankofafrica.com

40 BANK OF AFRICA
SACE GROUP